

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 07/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GUIGNARD**

La Prune  
BP 143  
36200 Argenton-Sur-Creuse

Références : -  
Code AIOT : 0010006102

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement GUIGNARD implanté Les Minières 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière était autorisée jusqu'au 17/10/2024 (21 ans), l'exploitant a déposé un porter à connaissance (PAC) le 17/10/2024 pour demander une prolongation de 2 ans afin de remettre en état le site et également modifier l'usage futur du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUIGNARD

- Les Minières 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet
- Code AIOT : 0010006102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu-dit « Les Minières » sur le territoire de la commune du Pont-Chrétien -Chabenet. La superficie autorisée est de 11 ha 87 a 38 ca pour une surface exploitable de 10 ha 10 a. Les matériaux extraits sont du sable et du gravier. L'extraction est réalisée à sec, à l'aide d'un chargeur, en fonction des besoins. La production moyenne annuelle autorisée est de 80 000 tonnes. L'arrêté d'autorisation n°2003-E-2813 du 17/10/2003 a été modifié par l'arrêté du 20 mars 2009 pour prendre en compte la présence d'une poche de calcaire mise à nu lors du décapage des terrains. Cette poche, dont le volume initialement estimé à 15 000 m3 avait, dans un premier temps, été contournée. La poursuite de l'exploitation avait ensuite nécessité l'autorisation de pouvoir recourir à des tirs de mines pour l'abattage de cette poche. Le décapage des terrains a montré que l'étendue de la poche calcaire est plus importante que prévu et que celle-ci s'étend au reste du gisement en place (changement de faciès latéral). L'exploitant a envisagé un débouché pour le calcaire avec la Société MEAC qui a fermé en 2024. Depuis 2021 aucune extraction n'a été réalisée car le gisement de sable/gravier est épuisé. Concernant l'extraction du sable, celle-ci n'a représenté que 4 831 tonnes en 2019 et 9 600 tonnes en 2020 (pas d'extraction en 2018). L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 17/10/2024 afin de modifier les conditions de remise en état et rajouter un usage parc photovoltaïque, le PAC est en cours d'instruction.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	GARANTIES FINANCIERES	AP Complémentaire du 20/03/2009, article 3	Demande d'action corrective	15 jours
4	SUIVI ANNUEL EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.6	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MODIFICATION	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 2.2	Sans objet
2	PHASAGE	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.4.3	Sans objet
5	PREVENTION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.7	Sans objet
7	REMISE EN ETAT	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MODIFICATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PORTER A CONNAISSANCE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance d Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant a déposé le 17/10/2024 un porter à connaissance pour demander une prolongation de 2 ans pour la carrière et effectuer une demande de changement de remise en état pour intégrer la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques. L'instruction est en cours auprès de l'inspection des installations classées. L'arrêt préfectoral n°2003-E-2813 du 17/10/2003 autorisait l'exploitation de la carrière pour une durée de 21 ans, soit jusqu'au 17/10/2024, l'exploitant ne dispose plus d'arrêt préfectoral. L'extraction est à l'arrêt depuis 2021 car il n'y a plus de sable et graviers à extraire, une grande partie de la carrière n'a pas pu être extraite car les sols sont de type calcaire. Selon l'exploitant, la demande de modification des conditions d'exploitation reçue le 17/10/2024 a été transmise tardivement suite à différents projets qui n'ont pas abouti, notamment le partenariat avec la société MEAC (cessation activité en 2024), le projet de méthaniseur (raccordement gaz pas possible), et un projet de raccordement ENEDIS qui a été accepté pour l'installation projetée de panneaux photovoltaïques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : PHASAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, MISE A JOUR
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> L'exploitant n'a pas respecté le phasage prévu dans l'arrêt préfectoral n°2003-E-2813 du

17/10/2003, le gisement en sable/gravier étant épuisé depuis 2021, il était dans la phase 4 (2018-2023) et la phase 5 (2024) correspondait à la remise en état du site (puisque aucune extraction n'était possible 1 an avant). L'exploitant aurait dû informer l'inspection des installations classées, un porter à connaissance a été transmis le 17/10/2024 en ce sens.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : GARANTIES FINANCIERES

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/03/2009, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, ACTUALISATION

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TPO1 justifiant de leur actualisation. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas établi de garanties financières pour 2024, le dernier acte de cautionnement était valide jusqu'en octobre 2024. Les garanties financières sont destinées à faire réaliser les travaux de remise en état en cas de défaillance technique ou financière de l'exploitant, elles sont exigées jusqu'à ce que la remise en état globale du site soit actée.

**Écart constaté :** les garanties financières de la carrière n'ont pas été renouvelées

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

### N° 4 : SUIVI ANNUEL EXPLOITATION

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7.1.1

**Thème(s) :** Autre, PLAN ORIENTE

**Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises

<p>en état,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- le positionnement des fronts.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan.</p> <p>Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection un plan orienté à jour et le suivi annuel de l'exploitation, la dernière version communiquée date de 2021.</p> <p><b>Écart constaté:</b> absence de plan orienté à jour et de suivi annuel de la carrière</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : PREVENTION DES RISQUES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, CLOTURE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le périmètre de la carrière sera limité par une clôture grillagée ou tout autre dispositif équivalent efficace de hauteur minimale 2 mètres</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Le site de la carrière est fermé, ceinturé par un merlon sur la partie haute de la carrière côté champs agricoles et grillagé sur le reste, le portail d'entrée était fermé le jour de la visite. Présence de végétation de façon importante que l'exploitant a prévu de débroussailler avant l'été. L'affichage présent autour signale la présence d'une carrière (panneau "attention tir de</p>

mines").
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : EAUX SOUTERRAINES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SURVEILLANCE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les relevés des niveaux de la nappe seront réalisés mensuellement et consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les relevés des niveaux de la nappe ne sont pas réalisés mensuellement, le dernier suivi communiqué date de 2022. <b>Écart constaté:</b> absence de suivi du niveau des eaux souterraines
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : REMISE EN ETAT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, ECHEANCE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance d'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> La remise en état n'a pas été réalisée, elle aurait dû être réalisée en 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport à connaissance le 17/10/2024 pour modifier la remise en état du site et son usage futur. L'extraction s'est arrêtée en 2021 suite à l'épuisement de la ressource sable/gravier, une grande partie de la zone d'extraction n'a pas été extraite, l'exploitant souhaiterait modifier la remise en état afin de façon à pouvoir implanter des panneaux photovoltaïques. Le chemin rural de l'ancienne papeterie à Saint Marcel se situe sur l'emprise de la carrière. M

GUIGNARD indique qu'il appartient à la mairie du Pont Chrétien Chabenet, le maire de Pont Chrétien Chabenet atteste dans un courrier en date du 05/11/2024 qu'il procédera au déplacement du chemin rural et reconstituera le chemin en limite du site à la charge de l'exploitant afin de permettre un accès au futur parc photovoltaïque.

**Type de suites proposées :** Sans suite